

Service Prévention des Risques Techniques

**Arrêté préfectoral complémentaire prescrivant
la réalisation d'une tierce expertise sur la compatibilité de l'exploitation
de la carrière avec le risque de mouvement de terrain portant sur la carrière « Le grand
Devin » à Mazan et Malemort du Comtat**

La préfète de Vaucluse

- VU** le code de l'Environnement, notamment son article L181-13 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022, publié au journal officiel du 21 juillet 2022, portant nomination de la préfète de Vaucluse – Mme Violaine DEMARET ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2017 autorisant la société SINIAT SA à exploiter une carrière à ciel ouvert de gypse et d'anhydrite située sur le territoire des communes de Mazan et Malemort du Comtat ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2022 donnant délégation de signature à M. Christian GUYARD, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** l'arrêté de mise en demeure du 8 juillet 2021, pris pour l'exploitation de sa carrière située au lieu-dit « le grand Devin » sur les communes de Mazan et Malemort du Comtat
- VU** le dossier transmis par la société SINIAT SA, par courrier du 24 avril 2016, afin d'obtenir l'autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation d'une carrière de gypse et d'anhydrite au lieu-dit « le grand Devin » sur le territoire des communes de Mazan et Malemort du Comtat ;
- VU** le courrier de la société Etex France Building Performance du 14 mai 2020, informant du changement de dénomination sociale de la société SINIAT SA au 1^{er} janvier 2020 ;
- VU** le courrier de la direction départementale de la protection des populations de Vaucluse du 24 septembre 2020 prenant acte du changement de dénomination sociale de la société SINIAT SA ;

- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 juin 2021, concernant l'inspection du 10 mars 2021 sur la carrière exploitée par la société Etex France Building Performance, au lieu-dit « le grand Devin » sur les communes de Mazan et Malemort du Comtat ;
- VU** les rapports de l'inspection des installations classées en dates du 20 juin 2022 et du 26 juillet 2022, concernant l'inspection du 26 avril 2022 sur la carrière exploitée par la société Etex France Building Performance, au lieu-dit « le grand Devin » sur les communes de Mazan et Malemort du Comtat ;
- VU** les études remises par l'exploitant par courriel du 30 septembre 2022 (étude géotechnique, réalisée par la société GO XPR référencée 14-93-220712-R6-V2 du 12 juillet 2022 et mise à jour de l'étude de danger par le bureau d'études geo+ environnement - document R22045301Bis de septembre 2022) ;
- VU** la mise à jour du plan de gestion des déchets d'extraction de la carrière remis par l'exploitant par courriel du 7 décembre 2022 (référence n°21085301 - version 3 du 24 novembre 2022) ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 janvier 2023, proposant une tierce expertise des réponses apportées par la société Etex France Building Performance à la suite des études et mises à jour susvisées, transmises par courriels du 30 septembre 2022 et du 7 décembre 2022 pour sa carrière située au lieu-dit « le grand Devin » sur les communes de Mazan et Malemort du Comtat ;
- VU** les observations formulées par l'exploitant par courriel du 15 février 2023, sur le projet d'arrêté complémentaire qui lui a été transmis le 1^{er} février 2023 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

CONSIDERANT que l'exploitation par la société Etex France Building Performance de la carrière, située au lieu-dit « le grand Devin » sur les communes de Mazan et Malemort du Comtat, conduit à la production de très importantes quantités de stériles, stockées sur site sous forme de deux verses situées à l'est et à l'ouest de la carrière ;

CONSIDERANT que, depuis 2008, sont observés des phénomènes de glissement du stockage de stériles dit du « Grand Devin », à l'ouest de la carrière ;

CONSIDERANT que les phénomènes de glissement précités ont conduit à des effets en dehors du périmètre autorisé de la carrière, notamment au niveau de la RD 77 ;

CONSIDERANT que la stabilité des verses est et ouest constitue un enjeu majeur de l'exploitation de la carrière Etex France Building Performance à Mazan et Malemort du Comtat, au regard des quantités de matériaux susceptibles d'être emportées en cas de glissement de terrain ;

CONSIDERANT que les inspections réalisées sur la carrière le 10 mars 2021 et le 26 avril 2022, objets des rapports susvisés, ont conduit à identifier plusieurs non-conformités concernant la gestion des stériles, nécessitant notamment une révision de l'étude de danger et du plan de gestion des déchets d'extraction de la carrière ;

CONSIDERANT qu'en réponse aux constats effectués par la DREAL au cours des visites du 10 mars 2021 et le 26 avril 2022, l'exploitant a communiqué par courriels du 30 septembre et 7 décembre 2022 les mises à jour susvisées de son étude de dangers et de son plan de gestion des déchets d'extraction ;

CONSIDERANT, ainsi, qu'il convient de s'assurer que les dispositions prises à travers les mises de l'étude de dangers et du plan de gestion des déchets d'extraction susvisées sont suffisantes pour garantir la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en contrôlant notamment que :

- les dernières évaluations des risques de glissement des stockages de stériles est et ouest, sont correctes ;
- la gestion des eaux de surface et le suivi des eaux souterraines sont satisfaisants à ce jour et jusqu'au terme de l'autorisation d'exploiter, vis à vis du risque de glissement des stockages de stériles ;
- des travaux complémentaires ne sont pas nécessaires, afin de garantir un coefficient de sécurité suffisant à date et jusqu'au terme de l'autorisation d'exploiter ;
- les moyens de surveillances mis en place, afin de prévenir tout risque de mouvement de terrain sont suffisants ;
- le profil des verses envisagé en fin d'exploitation est-il compatible avec le réaménagement final du site qui prévoit la création d'un plan d'eau ? La création de ce plan d'eau peut-elle nuire à la stabilité long-terme des verses ?

CONSIDERANT que, compte tenu des enjeux liés à la stabilité des stockages de stériles sur la carrière et de la complexité des études remises, l'inspection des installations classées souhaite recevoir l'avis d'un tiers expert, afin de s'assurer que les dispositions précitées sont satisfaites et, ainsi, que la stabilité à court et long termes des verses présentes sur la carrière exploitée par la société Etex France Building Performance est garantie ;

CONSIDERANT que l'article L181-13 dispose que lorsque le projet présente des dangers ou inconvénients d'une importance particulière, l'autorité administrative compétente peut, tant lors de l'instruction d'une demande d'autorisation environnementale que postérieurement à sa délivrance, demander une tierce expertise afin de procéder à l'analyse d'éléments du dossier nécessitant des vérifications particulières ;

CONSIDERANT que l'article R.181-45 du code de l'environnement prévoit que le Préfet peut édicter des prescriptions complémentaires en vue de protéger les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

A R R Ê T E

Article 1 - Tierce-expertise

La société Etex France Building Performance, dont le siège social est situé 500, rue Marcel Demonque 84915 – AVIGNON CEDEX 9 - FRANCE, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la carrière qu'elle exploite sur le territoire des communes de Mazan et Malemort du Comtat.

L'exploitant fait réaliser à ses frais une tierce expertise des éléments de son plan de gestion des déchets d'extraction et de son étude de dangers susvisés qui conduisent l'exploitant à conclure que son activité garantit la stabilité à court et long terme des verses à stériles, situées à l'est et à l'ouest de sa carrière.

Article 2 - Choix du tiers expert

L'exploitant consulte les sociétés susceptibles de réaliser la tierce expertise en veillant à ce que les sociétés intéressées fournissent des éléments sur leur qualité d'expert et notamment sur l'expérience et les compétences dans les domaines concernés du tiers expert et des personnes à qui celui-ci confierait l'exécution des tâches en relation avec la tierce expertise.

Le tiers expert et les personnes à qui il confie l'exécution de tâches en relation avec la tierce expertise doivent être indépendants de l'exploitant. Elles ne doivent pas avoir participé directement au travail faisant l'objet de l'évaluation. De plus, celles-ci ne doivent pas avoir été salariées sur le site ou dans l'entreprise objet de la tierce expertise au cours des trois dernières années.

Le tiers expert doit s'engager à respecter les conditions de réalisation de la tierce expertise et les délais fixés dans le présent article.

Au plus tard 5 semaines après notification du présent arrêté et avant désignation du tiers expert, l'exploitant informe la DREAL du résultat de ses consultations et indique le tiers expert qu'il compte retenir en présentant les éléments mentionnés ci-dessus et concernant sa qualité d'expert, son indépendance et sa capacité à respecter les conditions de réalisation de la tierce expertise et les délais fixés dans le présent article de l'arrêté (engagement de l'expert).

Le choix final du tiers expert est soumis à approbation de l'Inspection des installations classées.

Article 3 - Objet de la tierce expertise

Le tiers expert a pour mission de formuler un avis pertinent permettant de statuer sur les points suivants :

- les dernières évaluations des risques de glissement des stockages de stériles Est et Ouest, effectuées en 2022 par la société GO XPR, notamment les paramètres d'entrée des modèles utilisés, sont-elles correctes ? En particulier, le risque sismique

et les phénomènes météorologiques de grande ampleur sont-ils correctement pris en compte ? Les résultats de l'étude menée en 2022 ne sont-ils pas contradictoires avec, d'une part, les conclusions de l'étude géotechnique Mica environnement de 2020 qui aboutissait à des coefficients de sécurité inférieurs à 1 et, d'autre part, la réalité des glissements observés depuis 2008 ?

- la gestion des eaux de surface et le suivi des eaux souterraines sont ils satisfaisants à ce jour et jusqu'au terme de l'autorisation d'exploiter, vis à vis du risque de glissements des stockages de stériles (positionnement des bassins, des piézomètres, ...) ?
- des travaux complémentaires sont ils nécessaires, afin de garantir un coefficient de sécurité suffisant à date et jusqu'au terme de l'autorisation d'exploiter (déchargement du sommet du stockage,...) ?
- les moyens de surveillances mis en place, afin de prévenir les risques de mouvements de terrain sont ils suffisants et pertinents ?
- le profil des verses envisagé en fin d'exploitation est il compatible avec le réaménagement final du site qui prévoit la création d'un plan d'eau ? La création de ce plan d'eau peut-elle nuire à la stabilité long-terme des verses ?

Au final, le tiers expert doit fournir un avis étayé sur les études conduites par l'exploitant.

Article 4 - Réunion d'ouverture

Au plus tôt après la désignation du tiers expert, une réunion d'ouverture de la tierce expertise est tenue afin de bien préciser le champ d'application de l'expertise, le tiers expert et la DREAL. Cette réunion donne lieu à un compte-rendu rédigé par l'exploitant (ou le tiers-expert si l'exploitant le désire). Le compte rendu est validé par l'ensemble des participants par échange de courriels.

Article 5 - Réalisation de la tierce expertise

Tout au long de l'évaluation, le tiers expert détermine et met en œuvre des dispositions efficaces pour communiquer avec l'exploitant afin de s'assurer de la bonne compréhension du projet.

Le tiers expert présente de manière concrète et compréhensible les documents qu'il produit. Les méthodes et outils utilisés devront être présentés. Il mentionne les incertitudes et les limites liées à ses résultats. Il doit être en mesure à tout moment de tracer l'historique de son expertise, de justifier et de démontrer ses résultats.

Le tiers expert peut faire appel à du personnel extérieur pour renforcer ses compétences techniques internes sous réserve que le travail soit réalisé suivant les procédures du tiers expert, sous son contrôle. Il doit en informer préalablement l'exploitant et la DREAL.

Article 6 - Établissement et transmission du rapport d'expertise

Le rapport d'expertise doit être de nature à permettre à l'exploitant et à l'administration d'en apprécier pleinement son contenu et de pouvoir faire usage de ses conclusions afin qu'il n'y ait pas d'équivoque résultant d'une interprétation inadéquate du rapport.

Le rapport de tierce expertise doit au moins comporter les éléments suivants :

- le nom du ou des experts ayant participé à l'évaluation ainsi que leurs rôles respectifs, notamment de celui ayant assuré la synthèse de tous les travaux ;
- les informations générales relatives à la tierce expertise (objet, date, identification de l'exploitant et de l'équipe de tiers experts, liste des documents examinés, champ de la tierce expertise) ;
- les références bibliographiques ;
- les limites de la tierce expertise ;
- les échanges techniques avec l'exploitant visant à clarifier les problèmes rencontrés lors de la tierce expertise, sans pour autant aboutir nécessairement à un accord : les points d'accord ou de désaccord sur les recommandations éventuelles sont clairement identifiés ;
- la formulation claire de l'avis du tiers expert pour chaque point technique, ainsi que ses recommandations.

Au plus tard 6 mois après la réunion d'ouverture, dans un délai maximum de 8 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse à la DREAL le rapport de tierce expertise finale.

ARTICLE 7

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr .

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

ARTICLE 8

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Carpentras, les maires de MAZAN et MALEMORT DU COMTAT, le directeur départemental de la protection des populations,

le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant par le SPRT.

Avignon, le 7mars 2023
Pour le préfet,
Le secrétaire général,

Signé : Christian GUYARD